Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

Discours d'ouverture du colloque des Historiens de la Caraïbe, Saint-François, le 11 mai 2009

Jacques Adélaïde-Merlande

Numéro 154, septembre-décembre 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1036873ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1036873ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Adélaïde-Merlande, J. (2009). Discours d'ouverture du colloque des Historiens de la Caraïbe, Saint-François, le 11 mai 2009. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (154), 93–94. <https://doi.org/10.7202/1036873ar>

Jacques ADELAÏDE-MERLANDE
Président de la Société d'histoire de la Guadeloupe

Discours d'ouverture du colloque des Historiens de la Caraïbe
Saint-François, le 11 mai 2009.

Chers amis de Trinidad and Tobago, de Guyana, du Surinam, de la Barbade, de Puerto- Rico, de la Jamaïque et bien sûr de Guadeloupe, Martinique et Guyane, bienvenue à ce colloque qui se tient à nouveau en Guadeloupe. C'est d'ailleurs une année anniversaire puisque c'est en 1969 que se tint à Point-à-Pitre, dans les locaux du Centre d'Etudes Supérieures Littéraires, une première rencontre des historiens de la Caraïbe et sans omettre les francophones, je voudrais mentionner ceux de l'University of the West Indies, alors présents : Woodwill Marshall, Carl Campbell et le très regretté Neville Hall.

Après cette rencontre fut mise en place, en particulier grâce à nos amis barbadiens, l'Association of Caribbean Historians, l'A. C. H., qui chaque année a tenu colloque dans l'un ou l'autre de nos pays, que ce soit dans les îles ou sur le continent. Ces rencontres nous permettent de mieux connaître nos passés respectifs – souvent fort tragiques – et aussi ce que j'appellerai nos dénominateurs communs qui parfois transcendent les frontières statutaires ou institutionnelles.

Pensons à Sainte-Lucie, à la Dominique –à la fois anglophone et créolophones- comme la Guadeloupe –francophone et créolophone- à Saint-Martin – à la fois français et néerlandaise- mais anglophone.

Nous avons eu au fil des ans – mais c'est la contrepartie de la vie- à déplorer le départ de certains de nos amis./ J'ai déjà mentionné Neville Hall dont on pouvait dire ce que Shakespeare dit au roi Henri IV – « Un si courte vie mais si remplie d'exploits ».

Il faut ajouter Lucien Abénon, très fidèle et généreux ami de l'Université Antilles Guyane. Ou encore Elsa Goveia qui avait eu l'amabilité de faire un cours au Centre d'Etudes Supérieures Littéraires. Je ne saurais omettre le souvenir d'Eric William, non seulement homme politique de premier plan, mais aussi –et ce n'est pas contradictoire- historien et celui du Président Sheddi Jagan qui, en 1995 a bien voulu me dédicacer « Forbidden Freedom », publié alors qu'il avait été écarté du pouvoir par les Britanniques, alors dominateurs du Guyana.

Comme pour tous les colloques, il a fallu un comité local d'organisation, constitué en l'occurrence par les membres du Bureau de la Société d'Histoire de la Guadeloupe : Alain Buffon, Gérard Lafleur, Raymond Boutin auxquels s'étaient joints Jacques Dumont de l'Université Antilles-Guyane. Il y a eu aussi le concours de ceux qui nous ont aidés pour

l'accueil. Je mentionnerai, mais ce n'est pas limitatif, Jean-Pierre Sainton, historien de l'UAG. Encore une fois, et en votre nom, merci à ce comité d'accueil.

Les collectivités qui ont en charge la Guadeloupe, Conseil Général et Conseil Régional ont été sensibles à l'intérêt de ce colloque, illustration et témoignage de ces contacts tant souhaités avec la Caraïbe. Ces conseils nous ont apporté un très précieux concours financier pour assurer notamment la traduction simultanée. Je prierai leur représentant en ce colloque de transmettre nos remerciements.

Je voudrai aussi mentionner le soutien de l'Institut de Coopération Franco-Caraïbe (dont je suis le Vice-président) et qui organise des stages à l'intention de cadres médicaux ou de juristes de la Caraïbe. Au nom du Président, Monsieur Max Vincent, je vous transmets des souhaits de plein succès.

Je voudrai aussi remercier la DRAC pour son soutien financier.

Quelques mots sur l'histoire de Saint-François.

La paroisse est fondée à la fin du XVII^e siècle sur l'égide de l'Ordre des Capucins qui la place sous le patronage de Saint-François d'Assise. En 1790, la paroisse compte environ 4 750 habitants dont peut-être 4 000 esclaves.

En 1794 et 1801, Saint-François, Révolution oblige, devient Egalité.

Au XIX^e siècle Saint-François apparaît comme une commune sucrière. Jusqu'en 1848, c'est encore l'esclavage et un prêtre antiesclavagiste, Dugoujon, relate un débarquement à peine clandestin d'esclaves sur les rivages de la commune et en 1842, un arrêté du maire (un notable blanc) interdit des associations d'esclaves dénommées Violet, Grenat, associations jugées subversives (pensons aux associations secrètes mentionnées par Naipaul à Trinidad dans « La perte de l'Eldorado »).

Après l'abolition, l'économie sucrière demeure fondamentale, d'où le recours à l'immigration indienne (en 1878, un quart à peu près de la population de la commune). Notons aussi l'implantation d'une usine sucrière à Sainte-Marthe, lieu de notre colloque, mais aujourd'hui, résidence hôtelière.

Début de siècle.

La Guadeloupe connaît une période de grèves qui concernait les travailleurs de la canne. En février 1910, des grévistes qui se présentent devant l'usine Sainte-Marthe sont accueillis (si l'on peut dire) à coups de fusil par le patron et les gendarmes. Il y eu trois tués et plusieurs blessés. La rumeur voudra que certains blessés aient été jetés dans les puits qui parsèment la région.

Notons pour terminer qu'une rencontre au sommet a réuni en 1979, Messieurs Giscard d'Estaing (France), Helmut Schmidt (Allemagne), Callaghan (Royaume-Uni). Vous prenez donc, chers amis, la succession de ces hommes d'Etat.

Je voudrais dire que je ne suis pas intervenu seulement comme président de la Société d'histoire de la Guadeloupe, mais aussi comme membre de l'University of West Indies qui m'a fait en 2003, Docteur Honoris Causa.

Bon travail et bon séjour !